

La Révolution Française

À partir de 1788, avec les édits de Lamoignon enlevant tout pouvoir aux parlements et en particulier à la Noblesse, et la décision de Necker revenu au gouvernement d'accorder au Tiers-Etat autant de représentant qu'aux deux ordres réunis, le Roi entre en opposition avec les Nobles et les Bourgeois. Dans la même période les difficultés économiques se sont aggravées, en particulier pour le monde agricole victime de pluies et inondations en 1787, dont les récoltes sont de nouveau compromises en 1788 par la sécheresse. Au début de 1788 les prix grimpent. Dans l'industrie textile en difficulté les faillites se multiplient.

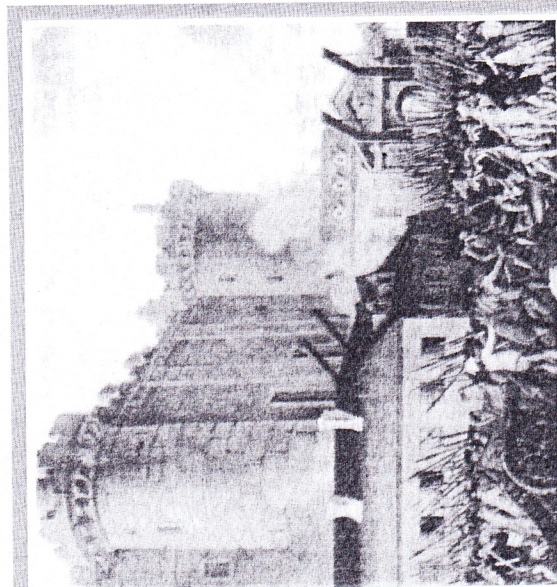
LE REFUS DES RÉFORMES

La réunion des Etats Généraux se prépare dans de mauvaises conditions et l'idée générale qui se dégage dans le Tiers Etat et chez quelques Nobles libéraux est la nécessité pour la France de se doter d'une Constitution assurant des droits aux citoyens et contrôlant la monarchie. Ce libéralisme souhaité

est l'héritage des philosophes du XVIIIème siècle. Dans chaque baillage les assemblées des trois Ordres rédigent des cahiers de doléances, c'est-à-dire leurs revendications.

Les Etats Généraux se réunissent le 5 mai 1789 à Versailles. Aucune réforme n'y sera évoquée, ni par le Roi ni par Necker. Les curés réformateurs prennent parti pour le Tiers Etat qui

le 17 juin se proclame Assemblée Nationale, se réunir le 20 dans la salle du Jeu de Paume, prêtant serment de se réunir tant qu'une Constitution ne sera pas établie. Finalement le Roi cède, Noblesse et Clergé siègent avec le Tiers Etat : c'est l'Assemblée Constituante du 9 juillet 1789. Le Roi n'a pas cédé facilement, entre-temps il a mobilisé la troupe, renvoyé Necker. C'est pour trouver des armes et des munitions, riposter à une éventuelle attaque de l'armée, que les parisiens prennent la Bastille le 14 juillet 1789. Le Roi rappelle Necker. Les troupes se retirent, le roi entre dans Paris, accepte de porter la cocarde tricolore comportant les couleurs de la ville (bleu et rouge) autour de celle de la royauté (blanc). Mais le mouvement de peur et de contestation a gagné la province. La bourgeoisie organise des gardes nationales et prend en charge les affaires municipales : la peur d'une répression armée par la Noblesse est à l'origine des premières violences contre les aristocrates de province.



La prise de la Bastille.

LA FUITE DU ROI

Le 4 août des Nobles libéraux suggèrent au Roi l'abolition des privilèges féodaux. Le Roi refuse. Les parisiens se dirigent sur Versailles. La foule ramène le Roi, la Reine et le Dauphin aux Tuileries à Paris le 6 octobre. Le Roi est encore populaire, ce qui n'est pas le cas de la Reine. Lors de la fête de la Fédération du 14 juillet 1790, il est encore acclamé par la foule des parisiens. Pourtant hésitant entre défendre l'ancien régime et participer au nouveau, le Roi décide de quitter Paris pour fuir vers l'Est. C'est la fuite de la famille royale le 20 juin 1791 et leur arrestation à Varennes. Les républicains réclament la déchéance du Roi. L'Assemblée vote l'irresponsabilité du Roi. Des affrontements entre partisans de la mise en accusation du Roi et opposants, marqueront le début de la phase violente de la révolution. Le Roi a perdu la confiance du peuple. Il est prisonnier au château des Tuileries.

ÉBAUCHE D'UNE CONSTITUTION

De 1789 à 1791 l'Assemblée Constituante aura siégé pendant deux ans et élaboré une Constitution que le Roi accepte. Ce sont les députés du Tiers Etat qui auront accompli l'essentiel des travaux : Sieyès, Bailly, Mirabeau. En préambule de la nouvelle Constitution on trouve la Déclaration des droits de l'homme, puis les textes organisant le fonctionnement du gouvernement.

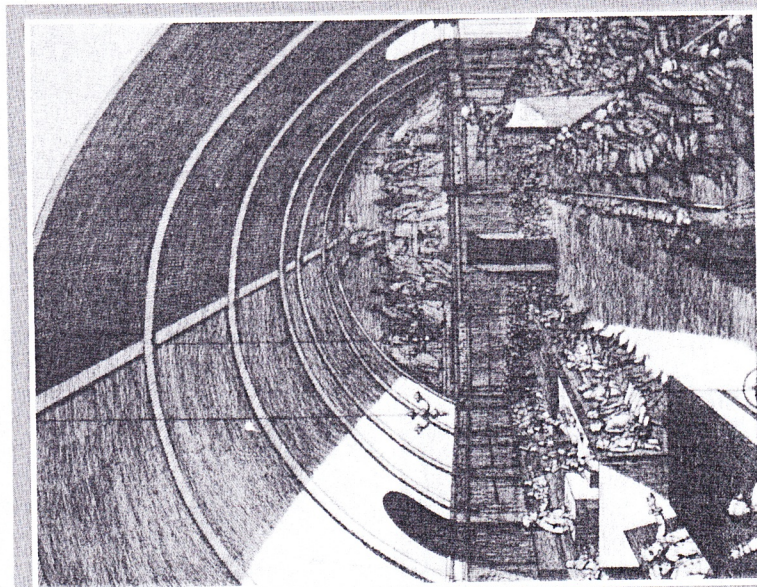
La Constitution prévoit que la France est gouvernée par le Roi, ce dernier prêtant serment d'être fidèle à la Nation, de maintenir la Constitution. Il nomme six ministres responsables devant l'Assemblée, les hauts fonctionnaires, les chefs des armées, il peut exercer son droit de veto sur les lois proposées par l'Assemblée législative (745 membres).

L'Assemblée législative se réunit le 1er octobre 1791 et doit faire face

à de nombreux problèmes : crise économique, conflits sociaux, regroupement des nobles émigrés le long du Rhin, désireux de rétablir l'ancien régime, conséquences religieuses des nouvelles lois : confiscation des biens de l'église (déclarés biens nationaux), constitution civile du clergé avec élection par le peuple des curés et évêques auparavant nommés par le Pape. Ces dernières mesures par le Pape. Ces dernières mesures en Vendée et en Bretagne, réprimées de façon sanglante par les armées révolutionnaires.

LE VETO ROYAL

Trés vite le Roi s'oppose à l'Assemblée en exerçant son droit de veto constitutionnel contre deux décrets concernant l'obligation faire aux nobles émigrés de revenir en France et aux prêtres de prêter serment. Les représentants de l'Assemblée sont divisés en partisans et opposants de la guerre préventive, les Nobles espèrent qu'une défaite de la France rétablirait la monarchie absolue. Finalement le Roi déclare la guerre à l'Autriche le 20 avril 1792. Les armées françaises essuient immédiatement des échecs. Les Girondins proposent de nouveaux décrets : dissolution de la garde personnelle du Roi, déportation des prêtres réfractaires avant refus de prêter serment à la Constitution... Le Roi oppose son veto à ce dernier décret d'où une nouvelle période de troubles, l'émeute du 20 juin 1792 au cours de laquelle les parisiens envahissent les Tuileries. L'Assemblée déclare la patrie en danger le 17 juillet, l'opposition révolutionnaire réclame la déchéance du roi. Le 25 juillet Brunswick menace d'envahir Paris, s'il arrive quoi que ce soit au Roi. Le 10 août les sans-culottes (révolutionnaires) envahissent les Tuileries et obligent l'Assemblée à prononcer la suspension du Roi. Une commune insurrectionnelle dirige Paris. Le principe de la convocation d'une nouvelle Assemblée, élue cette fois au suffrage universel, est adopté : la Convention.



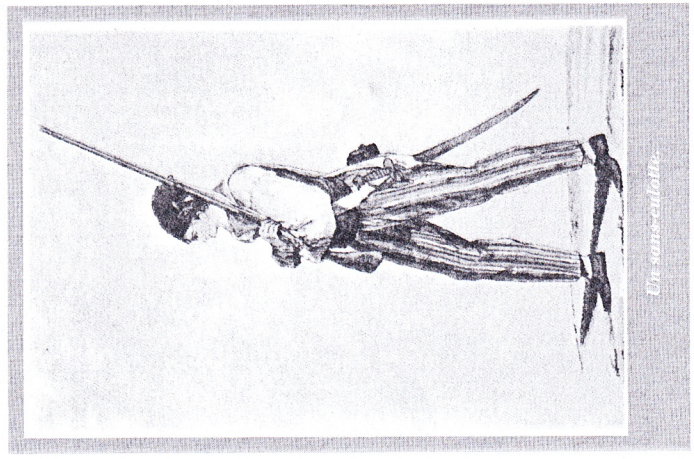
Une séance du club des Jacobins en 1791.

LA FIN D'UN RÈGNE

La France est envahie par les soldats autrichiens et prussiens. C'est le prétexte pour déclencher des massacres dont sont uniformément victimes Nobles, Prêtres, voleurs et assassins que l'on sort des prisons, prostituées, malades mentaux des hospices ... Les victimes sont hâtivement jugées par des Tribunaux révolutionnaires expéditifs, début septembre 1792. Le 20 septembre les français remportent la bataille de Valmy. La République est proclamée par la Convention qui comporte trois partis : les Girondins plutôt modérés et opposés à la poursuite de la violence, les Montagnards dont Marat, Robespierre et Danton qui prennent parti pour les "sans-culottes", La Plaine qui partage l'opinion des Girondins.

Les 160 Girondins et 400 députés de la Plaine ne pourront empêcher l'évolution vers une véritable guerre civile. Le Roi est condamné à mort et exécuté le 21 janvier 1793. Les soulèvements de Vendée et de Bretagne sont réprimés de façon sanglante en mars 1793.

Le 2 juin des députés Girondins sont arrêtés. La province se révolte contre Paris. Charlotte Corday vient de Normandie assassiner Marat. Toutes les frontières sont assiégées par les Anglais, les Espagnols, les Autrichiens et les Prussiens. Les Vendéens résistent. Un gouvernement de Salut Public est mis en place le 10 octobre. C'est la Terreur, c'est-à-dire l'arrestation, le jugement et l'exécution de tous ceux qui s'opposent d'une façon ou d'une autre à la révolution. Un calendrier révolutionnaire est institué. Finalement l'insurrection interne est partout écrasée, l'ennemi repoussé aux frontières.



Un sans-culotte

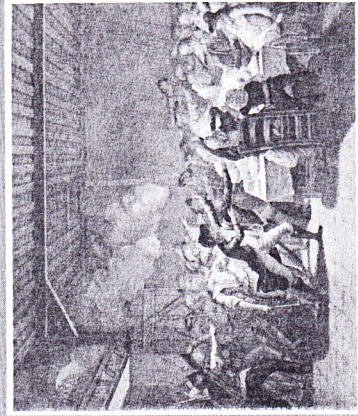
LA GUERRE CIVILE

La France connaît alors une véritable guerre civile, les divers courants révolutionnaires s'affrontent et très rapidement la guillotine élimine les promoteurs de la révolution. Le 27 juillet 1794 Robespierre est guillotiné (9 Thermidor an II de la république). La révolution est terminée. Le Tribunal révolutionnaire est supprimé. La Convention modérée repart la direction de la France. La situation économique est désastreuse. En septembre 1795 une nouvelle constitution est adoptée. Deux assemblées sont formées : le conseil des 500 (députés) et le conseil des Anciens (250 membres). Un Directoire de cinq membres détient le pouvoir exécutif, la république devient modérée, Royalistes et Sans-culottes sont écartés.

Les premiers membres du Directoire furent : Barras, Rewbell, Carnot, Letourneur et La Révellère-Lépeaux. Le gouvernement doit faire face à une dévaluation importante de la monnaie (l'assignat), à la guerre qui se poursuit aux frontières, aux extrémistes, la période reste très agitée à l'intérieur et le calme coïncidera avec les premières victoires à l'extérieur, celle du jeune Bonaparte vainqueur des Autrichiens aussitôt envoyé de l'autre côté de la Méditerranée conquérir l'Égypte.



Le marat de Marat



Arrestation de Louis XVI à la Varennes

exercices

La Révolution Française

- 1 • Quelles sont les mesures prises par Louis XVI qui lui retirent l'appui des Nobles et des Bourgeois ?
- 2 • Quels sont les souhaits du Tiers-Etat au moment de la réunion des États généraux ?
- 3 • À quelle date se tient l'Assemblée constituante ?
- 4 • À quelle date et pourquoi les parisiens prennent-ils la Bastille ?
- 5 • Pourquoi la province s'agite-t-elle à son tour ?
- 6 • Quand le roi devint-il à son tour impopulaire ?
- 7 • Quels sont les trois députés du Tiers-Etat qui ont le plus participé à l'élaboration de la Constitution ?
- 8 • Quels sont les principaux acquis de cette Constitution ?
- 9 • Le Roi Louis XVI peut-il encore espérer continuer à gouverner la France au début de l'année 1792 ? Quelle faute commet-il alors ?
- 10 • Qui sont les premières victimes des révolutionnaires ?
- 11 • Donner la date de la bataille de Valmy :
- 12 • Quel est le parti révolutionnaire qui prône la violence ?
- Citer trois de leurs chefs :
- 13 • Qu'est-ce que la Terreur ?
- 14 • Comment meurt Robespierre ?
- 15 • Comment est organisé le gouvernement de la France selon la Constitution de septembre 1795 ?
- 16 • Quel est le nom de la nouvelle monnaie ?
- 17 • Vers quel pays le jeune Bonaparte est-il envoyé pour se battre ?
- 18 • Conjuguez le verbe "enlever" au futur simple et au passé composé
futur simple :
passé composé :
- 19 • Définissez les mots suivants :
• doter :
• héritage :
• déportation :
• dévaluation :
• constitution :
• riposter :
• prétexte :
• libéralisme :
• arrestation :
• déchéance :